

Une voix: Ils vont se le rappeler!

M. Olivier: On arrive maintenant aux programmes temporaires de création d'emplois. Le ministre, cet après-midi, nous a annoncé la mort des programmes temporaires de création d'emplois.

Une voix: C'est vrai!

M. Olivier: Il est clair que pour lui il n'y en aura plus.

Une voix: Non!

Une voix: Ils vont le corriger, ce ne sera pas long.

M. Olivier: Je ne sais pas, monsieur le président, s'il demeure en Californie, je ne sais pas s'il ne connaît pas son pays, on est dans un pays nordique et l'hiver est difficile. Les saisons étant plus difficiles, on a besoin d'un programme temporaire d'emplois.

Une voix: Même le ministre du Travail est d'accord!

Une voix: Il est contre les auto-neige!

M. Olivier: Ils ont réussi à détruire la crédibilité du programme Canada au travail. Sait-on comment ils ont réussi à détruire la crédibilité? Ils ont dit: là où il y aura moins que 9 p. 100 de chômage, il n'y aura pas de programme Canada au travail.

Une voix: Les chômeurs n'ont pas besoin de manger!

M. Olivier: Ils nous soutiennent, monsieur le président, cela veut dire que pour eux autres, 8, 8.5, 7 p. 100, c'est acceptable dans notre société. Monsieur le président, dans une société d'abondance telle que nous la connaissons, c'est honteux de vouloir nous dire qu'il est acceptable d'avoir un taux de chômage de 7 à 8 p. 100.

Je crois que le ministre devrait réviser ses propres conceptions. Il est facile de faire du beau verbe, de parler comme un grand professeur. Encore là, monsieur le président, ce sont des gens qui n'ont pas su ni n'ont été capables de travailler de leurs mains. Ce sont des gens qui ont eu la vie facile. Je ne le leur reproche pas, mais il ne faudrait pas qu'ils imposent des fardeaux supplémentaires à des gens qui partent le matin à 6 heures et qui reviennent à 5 heures le soir et gagnent environ \$200 par semaine. Eux, ils ne se cassent pas la tête avec cela. Ils se cassent la tête avec le problème de savoir comment et de combien on va augmenter le prix de l'essence. Sait-on, monsieur le président, qu'une personne qui gagne \$2.90 l'heure, ce qui est le salaire minimum, que le parti progressiste conservateur ne veut pas augmenter, sait-on que le gars qui consomme deux gallons d'essence par jour pour aller travailler vient déjà de faire près de deux heures de travail avant d'avoir commencé à travailler? Ce genre de choses est inacceptable.

Qu'est-ce que c'est que le programme pour les jeunes? Le député de Louis-Hébert (M. Dawson), monsieur le président, depuis plusieurs mois réclame une politique claire sur la création d'emplois pour les jeunes. Notre critique sur la jeunesse a démontré à tous les jours, dans des comités aussi, comment ce gouvernement ne se préoccupe pas du tout de l'avenir, et l'avenir c'est notre jeunesse.

Ce gouvernement, monsieur le président, semble aussi surpris que la population d'être au pouvoir. C'est comme si les ministériels s'étaient réveillés un bon matin avec le pouvoir et

Le chômage

ils se demandent que faire. Monsieur le président, voilà déjà six mois et demi qu'ils sont là, six mois et demi qu'ils étudient. Je me rappelle que le député de Sherbrooke (M. Pelletier) avait dit que c'était un gouvernement d'étudiants. Je crois que les étudiants sont encore plus intelligents que ce gouvernement-là. Si l'on avait mis au pouvoir des étudiants en économie, si l'on avait mis des étudiants en finance, si l'on avait mis des étudiants d'un peu partout au Canada, ils auraient fait cent fois mieux qu'eux, monsieur le président. Cent fois mieux, ce n'est pas difficile, je peux le dire.

Monsieur le président, je voudrais revenir aussi sur le manque très clair de ce gouvernement de vouloir protéger la femme au travail. Le ministre du Travail qui est devant moi devrait s'en occuper, il devrait se rendre compte comment les femmes au travail sont exploitées, comment la petite entreprise et la grande entreprise exploitent ces gens-là.

Je crois, monsieur le président, qu'en 1979, bientôt en 1980, il est inacceptable pour une femme qui bien souvent apporte à manger à la maison, de vivre dans un système qui ne produit pas le nombre d'emplois dont on a besoin, à cause de l'absence d'une politique d'emploi. Cette absence de politique est difficile à comprendre. Si on augmente bientôt le prix de l'essence à \$2.25 le gallon, cela créera un mouvement dans toute l'économie, cela donnera des centaines de millions de dollars en profit aux compagnies, cela créera de l'inflation. L'inflation fait diminuer l'emploi, donc crée plus de chômage, et ce gouvernement a décidé en plus pour régler le problème des chômeurs de présenter une nouvelle loi peut-être pour couper les prestations des chômeurs actuels. Or, on dirait que ce gouvernement a fait son lit: ce sont les riches de cette société qui devraient dominer, ce sont les riches de cette société qui devraient diriger, et ce sont les pauvres qui devraient écouter, ce sont les pauvres qui devraient marcher, ce sont les pauvres qui devraient dire oui continuellement. C'est à peu près cela sa politique, monsieur le président.

J'aurais aimé, monsieur le président, que le ministre nous annonce que cet hiver il y aurait de nouveaux programmes pour la jeunesse, qu'on aurait gardé le programme Canada au travail.

Je voudrais signaler ici, monsieur le président, la façon dont ils entendent procéder, eux, à la création d'emplois, savoir, d'une façon partisane. Ils ont décidé que cela prendrait 9 p. 100 de chômeurs dans une circonscription pour avoir droit à des programmes de Canada au travail. A Longueuil, monsieur le président, il y a 130,000 de population. A l'Île-du-Prince-Édouard, il y en a 118,000, il y a quatre députés fédéraux et il y a, je crois, 30 députés provinciaux. A Longueuil, il y a environ 85,000 électeurs. Ils ont décidé qu'eux ils prendraient un pourcentage. Alors supposons que vous avez 130,000 personnes dans une circonscription et que vous en avez 30,000 dans une autre, cela veut dire, si l'on utilise un chiffre rond, 10 p. 100 de 130,000, cela donne 13,000 chômeurs. Dix pour cent de 30,000, cela donnerait 3,000 chômeurs. Eh bien il y en aurait 13,000 chez-nous, mais parce qu'il y en a plusieurs, ils n'ont pas le droit d'obtenir un programme de Canada au travail.